

Algérie - «Les questions de mémoire sont mises de côté»

INTERVIEW - Pour Benjamin Stora, historien spécialiste du Maghreb, ne plus mettre en avant la question de la colonisation et de la guerre constitue un «geste politique fondamental» de la part des Algériens.

Un an après la visite de François Hollande, Jean-Marc Ayrault se rend à son tour en Algérie. Le premier ministre évoque des rapports «au beau fixe» et «amicaux» entre les deux pays. Où en sont les relations entre la France et l'Algérie?

C'est vrai qu'elles se sont beaucoup réchauffées, notamment depuis le discours de François Hollande à Alger le 20 décembre 2012, dans lequel il avait évoqué la question des «exactions de la colonisation». C'était une façon de regarder en face cette période historique, sans vouloir heurter les groupes marqués par cette guerre en France, tels que les Pieds Noirs ou les Harkis, toujours pris dans les blessures de cette histoire.

Peut-on pour autant dire que la page de la guerre d'Algérie a été tournée entre les deux pays?

Oui et non. Les questions mémorielles sont pour l'instant mises de côté. C'est cela le geste politique fondamental des Algériens. Cela ne veut pas dire que ces questions n'existent plus. Mais pour l'instant, les groupes qui les portent en France et en Algérie (anciens combattants, familles de «martyrs»...), qui n'ont pas cessé de se manifester, ne sont de manière provisoire plus sur le devant de la scène.

Le rapport sur l'intégration, qui a fait polémique en fin de semaine dernière en France, va-t-il peser sur cette visite?

Honnêtement il y a eu peu d'articles là-dessus en Algérie. Ce rapport concerne plutôt d'anciens immigrés qui sont maintenant Français. Les Algériens s'intéressent beaucoup plus à leurs nationaux. Aujourd'hui, c'est davantage la question des visas et de la plus grande circulation des deux côtés de la Méditerranée qui les préoccupe. Ceci est également valable pour les Français, qui réclament une réciprocité, et qui sont également tracassés par des problèmes de visas, qui, quelquefois, freinent les procédures d'investissement économiques.